

L'égalité entre les femmes et les hommes et la convention d'Istanbul : une décennie d'action

Conférence organisée par le Conseil de l'Europe en partenariat avec le
ministère fédéral allemand des Affaires familiales, des Personnes âgées,
des Femmes et de la Jeunesse dans le cadre de la
Présidence allemande du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

11 mai 2021
Berlin, Allemagne
Vidéoconférence

BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS/INTERVENANTES



Federal Ministry for
Family Affairs, Senior Citizens,
Women and Youth



Presidency of Germany
Council of Europe
November 2020 – May 2021
Présidence de l'Allemagne
Conseil de l'Europe

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



Astrid Frohloff (modératrice de la conférence) est une journaliste politique et une animatrice de télévision très expérimentée, qui est aussi très demandée pour animer des conférences, des tables rondes et d'autres manifestations dans les secteurs des conférences et des affaires – en anglais également. Elle est spécialisée dans les sujets économiques, politiques et techniques complexes. Elle est par ailleurs une coach en entreprise reconnue pour les dirigeants d'entreprises et les startups. Elle présente actuellement sur la chaîne de télévision allemande RBB une série de reportages axés sur la recherche de solutions. Auparavant, elle a été présentatrice du prestigieux magazine *Kontraste* sur la chaîne ARD et présentatrice en chef du journal d'actualités de la chaîne SAT.1. Elle a aussi animé

N24 Wissen et présenté son propre talk-show, *Im Palais. Zu Gast bei Astrid Frohloff*, sur la RBB. Elle est diplômée en sciences politiques, en littérature et en sciences de la communication. Elle a passé plusieurs années aux États-Unis et en Israël. En tant que correspondante TV, elle a vécu au Moyen-Orient et créé un studio de télévision à Jérusalem. Astrid Frohloff est membre du jury du Prix Marion Dönhoff et du Deutsche Wirtschaftsfilmpreis. Elle est membre des comités consultatifs de la bourse d'études de journalisme numérique de la Hamburg Media School et du M100 Sanssouci Colloquium.

Ouverture de haut niveau : La Convention d'Istanbul aujourd'hui et ses succès



Franziska Giffey est ministre fédérale des Affaires familiales, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse depuis mars 2018. Précédemment, elle a été maire de l'arrondissement berlinois de Neukölln. De 2010 à 2015, elle a exercé les fonctions de conseillère à l'éducation, à la culture et aux sports au sein de l'administration dudit arrondissement. Auparavant, elle a été représentante aux affaires européennes pour ce même arrondissement. Outre un diplôme en administration publique, Franziska Giffey a obtenu un master en gestion administrative européenne et, en 2009, un doctorat en sciences politiques. Elle est née à Francfort-sur-l'Oder le 3 mai 1978, est mariée et a un fils.



Marija Pejčinović Burić est la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe, la principale organisation internationale paneuropéenne dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit. Avant d'être élue à son poste actuel en 2019, Mme Pejčinović Burić a été vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères et européennes de la République de Croatie, après avoir occupé à deux reprises le poste de secrétaire d'État aux affaires européennes. Pendant son mandat de députée au Parlement croate, elle a présidé la délégation de la commission parlementaire mixte Croatie - Union européenne, dirigé la délégation du Parlement croate à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, et siégé dans plusieurs commissions à

thème étranger et européen, notamment en tant que membre suppléant de la délégation croate à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle a écrit, donné des conférences et mené de nombreuses consultations sur les affaires européennes et a été présidente et membre du conseil d'administration de plusieurs organisations. Elle est également ancienne secrétaire générale de la Maison de l'Europe à Zagreb.



Rik Daems est l'actuel Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Il est diplômé de la Solvay Brussels School of Economics and Management et est titulaire d'un master en Installation et Développement industriel délivré par l'Université libre de Bruxelles. Il a débuté sa carrière au service des Nations-Unies comme expert associé en Amérique centrale. Après avoir été conseiller financier et économique du ministre belge des Petites et Moyennes entreprises (PME), il est devenu membre du Parlement

belge en 1987. Initialement élu à la Chambre des représentants, il est, depuis 2014, membre du Sénat belge, dont il a présidé la commission des affaires étrangères et la commission pour le financement alternatif des investissements publics. Devenu membre de la délégation belge auprès de l'APCE en 2007, il a été nommé président de la délégation en 2015, puis chef de groupe en 2017. M. Daems a aussi exercé la fonction de ministre belge des Entreprises publiques, des Holdings publiques, des Télécommunications et des PME de 1999 à 2003. Il a été maire de la ville d'Aarschot de 1989 à 1995. En 2000, il a été président du Conseil européen des ministres des Télécommunications. Outre la politique, il a pour centres d'intérêt l'art contemporain et la viticulture.



Mariana Vieira da Silva, ministre de la Présidence, est née à Lisbonne en 1978. Titulaire d'un diplôme de sociologie de l'ISCTE-IUL, Mariana Vieira da Silva a achevé ses études de doctorat en politiques publiques à l'ISCTE et termine actuellement une thèse sur les politiques sanitaires et éducatives au Portugal. Elle a travaillé comme chercheuse au CIES-IUL dans les domaines des politiques publiques, des politiques sanitaires, des politiques éducatives et des politiques judiciaires, et est l'auteur de plusieurs publications sur ces sujets. Elle a aussi été formatrice à l'INA et à l'IPPS-IUL. De 2009 à 2011, Mme Vieira da Silva a été conseillère du secrétaire d'État assistant du Premier ministre et, entre 2005 et 2009, a travaillé au sein du cabinet du ministre de l'Éducation Maria de Lurdes

Rodrigues. Elle a fait partie de l'équipe organisatrice du Forum sur les politiques publiques de l'ISCTE et a été membre du conseil consultatif de « Descobrir » - le programme pour la culture et la science de la Fondation Calouste Gulbenkian. Elle a exercé les fonctions de secrétaire d'État assistante du Premier ministre de novembre 2015 à février 2019 sous le XXI^e Gouvernement constitutionnel et de ministre de la Présidence et de la Modernisation administrative de février à octobre 2019.



Dr Marceline Naudi, (PhD Manchester) est la présidente du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, Conseil de l'Europe (GREVIO). Elle est assistante sociale de profession et directrice du Département des Etudes Genre et Sexualités à l'université de Malte. Elle est chargée de cours et supervise les recherches des étudiants sur les questions de genre, la violence à l'égard des femmes, les questions LGBTIQ+ et autres questions anti-oppression à tous les niveaux : diplôme, licence, master et doctorat. Elle est rédactrice régionale de la Revue sur la violence fondée sur le genre et est active dans les domaines de l'égalité de genre, de

violence à l'égard des femmes, des questions LGBTIQ+ et relatives aux droits humains en général, tant à Malte qu'en Europe. Elle est présidente du GREVIO, l'organe de suivi de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe, et membre du conseil consultatif de Women Against Violence Europe (WAVE), ainsi que du groupe de coordination de l'Observatoire européen du féminicide. Elle a dirigé des projets de recherche financés par l'Union européenne à Malte sur l'approche du harcèlement sexuel par les témoins et sur les obstacles au signalement pour les victimes de violence à l'égard des femmes, et participe actuellement à deux projets financés par l'Union européenne sur le féminicide.



Marcella Pirrone, présidente du réseau Femmes contre la violence Europe (WAVE), est une avocate féministe qui œuvre depuis plus de trente ans en Italie et au niveau international pour promouvoir et défendre les droits des femmes, et en particulier des femmes victimes de violence. Elle travaille en tant qu'avocate spécialisée en droit de la famille et en droit pénal, en tant que commissaire du service public pour le harcèlement sexuel et la discrimination ; elle a précédemment occupé les fonctions de cofondatrice et présidente d'un refuge pour femmes, cofondatrice et membre du conseil d'administration de D.i.Re - Donne in Rete contro la violenza (l'association italienne qui chapeaute les refuges autonomes pour femmes) et de professeure de droit à l'université. Au niveau international, elle a participé à plusieurs projets et est depuis 25 ans une membre active de WAVE. En collaboration avec l'avocate Elena Biaggioni, et au nom de D.i.Re et d'environ 40 autres ONG de femmes italiennes, elle a coordonné en 2019 le rapport alternatif pour le GREVIO concernant la réponse de l'Italie à la Convention d'Istanbul ; elle joue un rôle identique avec Mme Biaggioni au nom de D.i.Re en 2021 concernant le rapport alternatif de la société civile italienne sur la CEDAW.



Eko Fresh n'a pas besoin d'être présenté : son premier single *König von Deutschland* (« Roi d'Allemagne ») est arrivé dans les rayons comme une bombe et a, du jour au lendemain, érigé le plus jeune rappeur d'Allemagne au rang de star à seulement 17 ans. Son deuxième album, *Ich bin jung und brauche das Geld* (« Je suis jeune et j'ai besoin d'argent ») a fait de lui une légende, lui offrant, grâce à son tube principal devenu un classique de la musique allemande, une popularité digne des rois de la pop. Notre rappeur turc préféré a occupé la scène du rap allemand jusqu'à l'âge adulte avec d'autres tubes sans précédent comme *Gheddo* et *L.O.V.E.* Eko est toujours considéré comme l'un des artistes les plus créatifs du pays, écrivant des paroles pour de nombreux autres artistes célèbres, tels que Yvonne Catterfeld (*Du hast mein Herz gebrochen*/ « Tu as brisé mon cœur »), Pietro Lombardi, Joko & Klaas et bien d'autres. Aujourd'hui, Eko – surnommé « Freezy » par ses fans – est probablement la plus jeune légende du rap allemand à ce jour. Le prix de la responsabilité sociale des vidéos du web lui a été décerné en 2018 pour son tube viral *Aber*. Il a, tout au long de sa carrière, vendu des millions de disques et obtenu un BRAVO-Otto d'or et plusieurs disques d'or. Eko n'est plus seulement connu pour son rap, mais aussi comme animateur, présentateur et personnalité de la télévision. En 2015, il s'est trouvé une nouvelle passion : faire l'acteur et réaliser des films. Il a réalisé son propre sitcom, *Blockbustaz*, pour Netflix et a été la vedette du film de cinéma *Drei Türken und ein Baby* (« Trois Turcs et un bébé »). En 2020, Eko Fresh a participé au libre concours européen de la chanson de Stefan Raab, où il a interprété *Günaydin* avec Umut Timur. Eko Fresh, de son vrai nom Ekrem Bora, est probablement l'Allemand d'origine turque le plus célèbre du monde du spectacle. Et sa carrière exceptionnelle n'est pas terminée, il vit toujours son « rêve allemand » et y travaille encore.

La Convention d'Istanbul : ce qui a changé la donne pour les femmes et les filles



Feride Acar est professeur émérite de sociologie politique et d'études sur le genre et les femmes à l'Université technique du Moyen-Orient (METU), à Ankara, en Turquie. Elle a obtenu sa licence à la METU, et sa maîtrise et son doctorat au Bryn Mawr College, Pennsylvania, Etats unis. Depuis le milieu des années 1990, elle participe activement à l'établissement de normes et au suivi de l'égalité entre les femmes et les hommes et des droits humains des femmes aux niveaux mondial (ONU) et régional (Europe). Professeur Acar a pris part aux différentes étapes de l'élaboration et du suivi de la Convention d'Istanbul, soit en tant qu'experte indépendante, soit en tant que représentante de la Turquie. Elle a été membre du groupe de travail du Conseil de l'Europe sur la violence à l'égard des femmes (2006-2008) et a ensuite été déléguée de la Turquie au CAHVIO (2009-2010), l'organe du Conseil de l'Europe qui a rédigé et négocié la Convention d'Istanbul. En 2015, elle a été élue membre du GREVIO, le Groupe d'expert-e-s sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Elle en a été la première présidente pendant deux mandats. Professeur Acar a également été membre du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) pendant quatre mandats. Elle a été présidente du CEDAW de 2003 à 2005. Feride Acar a reçu le Prix des droits de l'homme du gouvernement du Canada (2018) et la médaille Pro Merito du Conseil de l'Europe (2019) pour son travail dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes et des droits humains des femmes.

La Convention d'Istanbul : Norme de référence, outil utile ou dangereuse idéologie ?



Modérateur du panel : Nils Muižnieks, est politologue et spécialiste des droits de l'homme. Il est né, et a été élevé et éduqué aux États-Unis (BA Princeton University 1986, MA et Ph.D. Université de Californie à Berkeley 1993). Il a déménagé en Lettonie, le pays d'origine de ses parents réfugiés, peu après l'indépendance. Dans les années 1990, il a dirigé une ONG de défense des droits de l'homme, a réalisé des programmes sur les droits de l'homme et a coordonné la production des trois premiers rapports sur le développement des droits humains pour le PNUD en Lettonie. Il a été ministre de l'intégration dans deux gouvernements de 2002 à 2004, puis a dirigé un institut de recherche en sciences sociales à l'Université de Lettonie de 2005 à 2012. Parallèlement, il a été l'expert de la Lettonie, puis président de la Commission européenne contre le racisme. et Intolérance, l'organe indépendant de surveillance de la lutte contre le racisme du Conseil de l'Europe. De 2012 à 2018, il a été commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Depuis l'été 2020, il est directeur du bureau régional Europe d'Amnesty International.



Dubravka Šimonović a été nommée Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences en juin 2015 par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour un mandat initial de trois ans (mandat maximum de six ans). Elle est entrée en fonction le 1er août 2015. Mme Šimonović a été membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes entre 2002 et 2014 et en a été la Présidente en 2007 et 2008, la Rapporteuse chargée du suivi de 2009 à 2011 et la Présidente du Groupe de travail du Protocole facultatif en 2011. Pendant plusieurs années, elle a dirigé le Département des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères de la République de Croatie et a été nommée Ministre plénipotentiaire à la Mission permanente de la Croatie auprès des Nations Unies à New York. Elle a également été ambassadrice auprès de l'OSCE et des Nations Unies à Vienne, en Autriche. Elle a été présidente de la Commission de la condition de la femme de l'ONU de 2001 à 2002 et a également été membre du Comité consultatif de l'UNIFEM. Au niveau régional, elle a été Présidente et Vice-Présidente de la Task Force du Conseil de l'Europe pour combattre la violence contre les femmes, y compris la violence domestique en 2006 et 2007. Entre 2008 et 2010, elle a coprésidé le Comité ad hoc (CAHVIO) qui a élaboré la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence faite aux femmes et la violence domestique. Mme Šimonović est titulaire d'un doctorat en droit de la famille de l'Université de Zagreb. Elle est l'auteure de plusieurs livres et articles sur les droits des femmes et la violence faite aux femmes. Elle a également enseigné à la Harvard Law School, à l'Université de Nottingham, au Urban Morgan Institute for Human Rights (Université de Cincinnati) et au Women's Human Rights Training Institute organisé par la Bulgarian Gender Research Foundation. Dubravka Šimonović était professeure invitée en pratique au Centre for Women, Peace and Security du LSE.



Dr Nina Nordström est actuellement Ambassadrice et Représentante permanente de la Finlande auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Jusqu'à une date récente, elle était directrice de l'Unité chargée des questions des droits de l'homme au sein du Département des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères finlandais. Auparavant et toujours au Département des affaires politiques, elle a travaillé au sein de l'Unité des questions du contrôle des armements, de la non-prolifération et du désarmement. Elle a exercé, à partir de 1999, de nombreuses fonctions diplomatiques à l'étranger. De 2011 à 2013, elle a été ministre-conseillère, chef de l'Unité du développement et des droits de l'homme de la Mission permanente de la Finlande auprès des Nations Unies à New York. Elle a également été en poste au sein des ambassades de Finlande en Estonie, Suède et Roumanie. Mme Nordström a également travaillé pour l'UNICEF, à New York. En tant que directrice, elle a dirigé le secrétariat du Conseil d'administration de l'UNICEF et été membre de l'Équipe de direction mondiale de 2013 à 2014. En 2012 elle a aussi été vice-présidente du Conseil d'administration. Mme Nordström est diplômée en relations internationales et en droit de l'université Åbo Akademi et de la London School of Economics. Elle est également docteur en droit international public (LL.D.) de l'Institut universitaire européen de Florence. Elle a publié de nombreux articles traitant des questions de droit et de politiques européennes et internationales et elle continue à apporter sa contribution aux questions internationales dans de nombreuses revues médias.



Neil Datta a fondé, en 2000, avec un groupe restreint de parlementaires et le soutien de la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF), le European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights (Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et génésiques), dont il est devenu secrétaire en 2004. Il a également œuvré à sa croissance en un réseau de plus de 30 groupes parlementaires multipartites travaillant sur les questions de population et de développement. Tout au long de cette période, il a mené des études approfondies sur l'activité des mouvements anti-choix en Europe et a publié un rapport sur le sujet en 2018, qui continue de retenir l'attention des médias du monde entier.



Beka Dzamashvili, vice-ministre du ministère de la Justice, est né en 1989 à Rustavi, en Géorgie. En 2006, après avoir décroché son diplôme de l'école publique n° 11 de Rustavi avec mention, il a, selon les résultats des examens nationaux unifiés, obtenu la première place sur 39 000 au classement des candidats à l'université. Après un premier diplôme de l'Université d'État Ivané-Javakhichvili de Tbilissi en 2010, M. Dzamashvili a obtenu une licence de droit, suivie d'un master en droit public (constitutionnel) de la même université. Il a ensuite décroché, en 2012, un diplôme avec mention de l'Université Queen Mary de Londres, avec une spécialisation en droit international des droits de l'homme et des conflits armés. En 2017, Beka Dzamashvili a obtenu un doctorat de droit de l'Université d'État Ivané-Javakhichvili de Tbilissi. De 2008 à 2013, M. Dzamashvili a été secrétaire général et président de l'Association européenne des étudiants en droit de Géorgie. De 2009 à 2011, il a occupé un poste d'avocat au Centre national d'accréditation (aujourd'hui le Centre national pour l'amélioration de la qualité de l'éducation). De 2013 à 2016, il a exercé les fonctions de chef adjoint, puis de chef du département de droit international public du ministère de la Justice. Dans le même temps, M. Dzamashvili a été le correspondant en Géorgie de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance et de la Commission pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe, de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies et de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale. De 2016 à 2020, il a été chef du département de la représentation de l'État auprès des juridictions internationales du ministère de la Justice et représentant de l'État auprès de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour pénale internationale. Depuis 2011, M. Dzamashvili poursuit sa carrière universitaire dans plusieurs universités de Londres et de Géorgie. Actuellement, il est professeur à l'Université américano-géorgienne et chargé de cours à l'Université d'État de Tbilissi et à l'Université d'État de Soukhomi. À différentes périodes, M. Dzamashvili a été représentant/membre de la délégation de la Géorgie à l'Assemblée des États Parties de la Cour pénale internationale, au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, aux sessions de l'Examen périodique universel des Nations Unies, aux réunions de l'OSCE sur la dimension humaine et aux réunions tenues pendant le processus de libéralisation des visas. M. Dzamashvili est l'auteur de deux manuels (sur le droit de l'égalité et sur le droit des conflits armés) et d'une vingtaine de publications.

Combattre les stéréotypes de genre et le sexisme : s'attaquer aux racines des inégalités entre les femmes et les hommes et de la violence à l'égard des femmes



du handicap.

Andreia Lourenço Marques est la présidente de la Commission pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe. Elle est titulaire d'un diplôme en relations internationales et d'une maîtrise dans le même domaine. Elle est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en études européennes et d'une spécialisation sur les questions de genre. Elle est actuellement conseillère pour les relations internationales de la Commission pour la citoyenneté et l'égalité entre les femmes et les hommes au Portugal. Avant de travailler dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes, elle a travaillé au ministère des affaires sociales sur la politique



Juliane Seifert est secrétaire d'État auprès du ministère fédéral allemand des Affaires familiales, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse depuis 2018. De 2016 à 2017, elle a occupé le poste de responsable fédéral du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Auparavant, elle a travaillé à la Chancellerie d'État de Rhénanie-Palatinat et dans deux ministères fédéraux. Elle a étudié l'histoire à Berlin, à Düsseldorf et à Florence et a suivi le programme franco-allemand « Master européen de gouvernance et d'administration européenne » à Paris et à Potsdam.



Emily Yiolitis a été nommée ministre de la Justice et de l'Ordre public de Chypre le 29 juin 2020. Diplômée de la Foley's Grammar and Junior School de Limassol en 1994, elle a poursuivi ses études au département de droit de l'Université d'Oxford (Trinity College), qui lui a délivré un diplôme de droit en 1997. Entre 1997 et 1998, elle a pratiqué le droit au sein du cabinet d'avocats Chrysses Demetriades à Limassol, avant de poursuivre sa pratique à la Direction générale 10 de la Commission européenne à Bruxelles. Elle a obtenu un diplôme de troisième cycle d'études juridiques en droit européen comparé de l'Institut universitaire européen de Florence ainsi qu'un diplôme de troisième cycle en jurisprudence de l'Université d'Oxford (Trinity College). Elle a été boursière Robert Schuman au département de la réglementation interne du service juridique du Parlement européen de Luxembourg. Emily Yiolitis a figuré à plusieurs reprises dans la liste des 100 femmes les plus puissantes établie par le réseau Citywealth IFC, qui « reconnaît les femmes dont les réalisations façonnent l'opinion publique, contribuent à la promotion de l'excellence commerciale dans leur pays et consolident la réputation du secteur des services financiers ». Les principaux domaines d'activité d'Emily Yiolitis sont le droit des sociétés, le droit de la concurrence, le droit des trusts et le droit fiscal. Elle est membre du barreau de Chypre depuis 1998 et membre fondateur de l'antenne chypriote de l'Association internationale pour la promotion des femmes d'Europe (AIPFE), qui promeut les droits des femmes. Outre la langue grecque, Emily Yiolitis parle l'anglais, le français et l'italien.



Élisabeth Moreno, ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances. Née à Tarrafal au Cap-Vert, Élisabeth Moreno est ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances. Diplômée d'une maîtrise en droit des affaires obtenue à l'Université Paris-Est Créteil ainsi que d'un double Executive MBA de l'ESSEC et de la Mannheim Business School en Allemagne, elle complète sa formation à l'École Nationale de la Magistrature afin de devenir juge consulaire. Élisabeth Moreno a passé l'essentiel de sa carrière professionnelle en entreprise. En 1990, elle cofonde une entreprise spécialisée dans la réhabilitation thermique qu'elle dirigera durant sept ans avant d'opérer un tournant en rejoignant France Télécom pour y piloter la division PME-PMI de la région sud de Paris. En 2000, elle rejoint le groupe Dell où, pendant douze ans, elle occupera des fonctions successives jusqu'à devenir directrice commerciale en charge

des comptes stratégiques pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. Forte de cette expérience, elle rejoint le groupe Lenovo en 2012 où elle a en charge les grands comptes de l'Europe du sud avant d'étendre cette responsabilité à la région Europe, Moyen-Orient et Afrique en 2015. Un an plus tard, elle est désignée présidente-directrice générale de la filiale française du groupe informatique. Femme engagée, elle s'investit en parallèle auprès d'associations œuvrant en faveur de l'éducation, de l'inclusion et de la mixité professionnelle. Le 6 juillet 2020, elle est nommée par le Président de la République, Emmanuel Macron, ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances



Joanna Maycock est la secrétaire générale du Lobby européen des femmes (LEF). Elle est responsable de la direction générale, de l'orientation stratégique et de la gestion de l'organisation. Elle veille à ce que les membres du LEF puissent s'investir dans les activités collectives menées par le lobby en faveur d'une Europe féministe à travers ses structures de gouvernance, ses groupes de travail, ses campagnes et son lobbying. Joanna présente également la vision et les travaux du LEF aux partenaires externes et aux décideurs au niveau des Nations Unies, de l'Union européenne et de la société civile. Joanna a rejoint le LEF en tant que secrétaire générale en 2014. Auparavant, elle a travaillé à Bruxelles

pendant plus de vingt ans au sein d'organisations de la société civile qui abordent la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le monde dans une perspective féministe. Elle a été directrice régionale pour l'Europe de ActionAid International et a aussi été élue présidente de CONCORD, la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement. Joanna est, à Bruxelles, une personnalité de premier plan dans les débats menés par les réseaux de femmes sur la question des femmes et du féminisme dans l'exercice du pouvoir, et a été désignée en 2016 comme étant l'une des femmes les plus influentes de Bruxelles par le journal *Politico*. En 2018 et 2019, Joanna a été reconnue par l'entreprise Apolitical comme étant l'une des 100 personnalités les plus influentes dans le domaine des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes. Elle a récemment été nommée première Fellow du département de science politique de l'Université Libre de Bruxelles.



Alexandra Timmer, maître de conférences, faculté de droit de l'Université d'Utrecht, Pays-Bas. Elle enseigne le droit des droits de l'homme et de la non-discrimination. En 2017, elle a obtenu la prestigieuse bourse Veni, délivrée par l'Organisation scientifique néerlandaise (NWO) pour son projet de recherche sur la justice de genre dans le droit européen des droits de l'homme. Elle a publié un article sur la recommandation du Conseil de l'Europe sur le sexisme et est l'auteur de nombreuses publications sur l'égalité et la non-discrimination dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle est aussi coordinatrice spécialisée en matière d'égalité des sexes du réseau européen d'experts juridiques dans le domaine de l'égalité des genres et de la non-discrimination (www.equalitylaw.eu). Ce réseau rassemble des experts en matière d'égalité hommes-femmes et de non-discrimination de 36 pays

européens. Il a été créé par la Commission européenne à Bruxelles pour soutenir ses travaux en lui fournissant des informations et des conseils indépendants sur les évolutions survenues dans ce domaine dans les États membres. Dans le cadre de cette activité, Alexandra a rédigé et met à jour annuellement, en collaboration avec d'autres auteurs, l'ouvrage [A comparative analysis of gender equality in Europe](#)

Allocution principale



Elif Shafak est une romancière turco-britannique primée. Elle écrit aussi bien en turc qu'en anglais et a publié 18 livres, dont 11 romans. Son œuvre a été traduite en 55 langues. Son dernier roman, *10 minutes et 38 secondes dans ce monde étrange*, a été sélectionné pour le Booker Prize et le Prix RSL Ondaatje et a été élu Livre de l'année par Blackwell. Son précédent roman, *The Forty Rules of Love*, a été choisi par la BBC parmi « 100 romans qui ont façonné notre monde ». Shafak est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et a enseigné dans diverses universités de Turquie, des États-Unis et du Royaume-Uni, notamment au St Anne's College de l'Université d'Oxford, dont elle est

membre honoraire.

Elif Shafak est membre et vice-présidente de la Royal Society of Literature. Elle est membre du Conseil sur l'économie créative de l'Agenda mondial du Forum économique mondial et membre fondatrice de l'ECFR (Conseil européen des relations étrangères). Défenseuse des droits des femmes, des droits des personnes LGBTQ+ et de la liberté d'expression, Elif Shafak est une oratrice inspirante qui a été deux fois conférencière TED Global. Elif Shafak contribue à des publications majeures dans le monde entier et a été décorée de la médaille de Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres. En 2017, elle a été désignée par *Politico* comme étant l'une des douze personnes « qui vous procureront le réconfort dont vous aviez tant besoin ». Shafak a été membre du jury de nombreux prix littéraires, dont actuellement le PEN Nabokov Prize, et a présidé le Wellcome Prize. www.elifshafak.com

Remarques finales



Christine Chinkin, membre de la British Academy, est professeur émérite de droit international, professeur chargé de recherche et directrice fondatrice du Centre on Women Peace and Security de la London School of Economics. Elle est professeur de droit international L. Bates Lea à la faculté de droit de l'Université du Michigan, avocate et membre de Matrix Chambers. Elle a été nommée professeur invitée en Australie, aux États-Unis, à Singapour et en République populaire de Chine. Elle a été co-rédactrice de *The UN Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women: A Commentary* (2012) et l'auteur du chapitre sur la violence à l'égard des femmes. Elle est co-auteur de *The Boundaries of International Law: a Feminist Analysis* (2000), *The Making of International Law* (2007) et *International Law and New Wars* (2017). Avec Hilary Charlesworth, elle a obtenu la médaille Goler T. Butcher 2005 décernée par l'American Society of International Law « pour des contributions exceptionnelles au développement ou à la réalisation effective du droit international des droits de l'homme ». Elle a été membre du Groupe consultatif sur les droits de l'homme au Kosovo* pendant six ans et conseillère scientifique auprès du comité de rédaction de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.



Bjorn Berge est depuis le 1er mars 2021 Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe. A ce titre, il est amené à intervenir dans un certain nombre de domaines clés des travaux de l'Organisation, notamment pour dispenser des conseils et superviser la mise en œuvre de l'agenda de réforme de la Secrétaire Générale, dans le droit fil des décisions et priorités du Comité des Ministres. L'une de ses priorités consiste à élaborer le Programme et Budget, tout en veillant à ce que les activités de l'Organisation aient un impact maximum pour faire progresser la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit. Il supervise aussi la politique du personnel du Conseil de l'Europe, ainsi que d'autres secteurs clés des travaux de l'Organisation. Avant de prendre cette fonction, M. Berge a été pendant quatre ans Directeur général et Secrétaire du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. De 2009 à 2017, il a occupé le poste de Directeur du Cabinet du Secrétaire Général et de la Secrétaire Générale adjointe. Il a ainsi contribué à la préparation, à la coordination et à la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes globales de l'Organisation. M. Berge compte plus de trente années d'expérience professionnelle à l'international. Auparavant, en tant que membre du corps diplomatique norvégien, il a été Conseiller du Premier ministre pour les affaires internationales et Directeur adjoint du Cabinet du ministre des Affaires étrangères chargé de toutes les questions relatives au Parlement. Il a également été le rédacteur des discours de trois ministres norvégiens des Affaires étrangères. M. Berge a publié plusieurs ouvrages sur un certain nombre de thèmes portant sur la rédaction de discours et l'art du discours, ainsi que des articles sur le mandat et les travaux du Conseil de l'Europe. Boursier Fulbright, il est titulaire d'un Master en relations internationales délivré par la Paul Nitze School of Advanced International Studies (SAIS), Université Johns-Hopkins, Washington D.C., Etats-Unis.

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la Déclaration d'Indépendance du Kosovo.



Michael Roth, représentant spécial du Gouvernement fédéral pour la présidence allemande du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et ministre d'État chargé des affaires européennes au ministère fédéral des Affaires étrangères, est, depuis 1998, député élu au suffrage direct du Bundestag allemand. De 2010 à 2013, il a été porte-parole pour la politique européenne du groupe parlementaire SPD et, de 2009 à février 2014, secrétaire général du SPD du Land de Hesse. Depuis 2017, il est membre du Comité exécutif du SPD. Depuis 2014, il est commissaire à la coopération franco-allemande, membre du conseil d'administration de l'Institut de politique européenne, membre du comité de direction de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, président du conseil de surveillance du Centre pour les opérations internationales de paix (ZIF) et membre du conseil

d'administration de la Fondation Flucht, Vertreibung, Versöhnung.